

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal de la Ville de BRESSUIRE

n° d'ordre 23200

SEANCE du : 18 décembre 2023

L'an deux mille vingt-trois, le dix-huit décembre à 18h30, le Conseil Municipal de la commune de BRESSUIRE s'est réuni à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Madame Emmanuelle MENARD, Maire, à la suite de la convocation faite le 12 décembre 2023.

ETAIENT PRESENTS	6		
Anne-Marie BARBIER	Sandra CAILTON	Marie JARRY	Arnaud PRINTEMPS
Thierry BAUDOUIN	Yannick CHARRIER	Constance MACKOW	Alain ROBIN
Bérangère BAZANTAY		Emmanuelle MENARD	Philippe ROBIN
Florence BAZZOLI	Pascale FERCHAUD	Jean-François MOREAU	Anne ROUX
Bruno BODIN		Jean-François MORIN	Marinette TALLIER
Hélène BROSSEAU	Pascal GABILY	Nathalie MOREAU	Rodolph THIBAUDEAU
Pierre BUREAU		Pierre MORIN	Véronique VILLEMONTEIX

POUVOIRS / ABSENTS / EXCL	ISES	
Anita BRIFFE - pouvoir à Pierre MORIN	Jamel CHENIOUR - pouvoir à Bruno BODIN	Stéphanie FILLON
Philippe BARON – pouvoir à Hélène BROSSEAU	Sandrine DELUGEAU – pouvoir à Pierre BUREAU	la Biractrica Cápárola das Sarvicas

Secrétaire de séance : Etienne HUCAULT, assisté des services de la Ville sous couvert de la Directrice Générale des Services.

Assistaient également : Delphine CHESSERON - Directrice Générale des Services
Yoan FONTENEAU - Directeur des services techniques



Renouvellement de la convention avec l'Agence Nationale du Traitement Automatisé des infractions (ANTAI)

Depuis 2018, les collectivités territoriales se voient confier la gestion du stationnement. Pour ce faire, l'ANTAI prévoit une solution permettant la gestion complète ou partielle du traitement des infractions.

Depuis 2018, la ville de BRESSUIRE opte pour une solution complète de la gestion des infractions concernant les stationnements.

Désignée par le législateur comme l'autorité en charge de l'émission des titres exécutoires pour le recouvrement des forfaits de post-stationnement (FPS) majorés par les trésoreries locales, l'AN-TAI propose également aux collectivités une prestation d'édition et d'envoi des avis de paiement de FPS constatés par leurs agents.

La convention prend fin le 31 décembre 2023 et peut être renouvelée pour 3 ans.

La convention a pour objet de définir les conditions et modalités selon lesquelles l'ANTAI s'engage au nom et pour le compte de la collectivité à notifier par voie postale ou par voie dématérialisée l'avis de paiement forfait de post-stationnement (FPS) initial ou rectificatif au domicile du titulaire du certificat d'immatriculation du véhicule concerné ou au domicile du locataire de longue durée ou de l'acquéreur du véhicule, dans le cadre du code général des collectivités territoriales.

Pour information, à partir du 1^{er} janvier 2024, la présence du logo de la collectivité territoriale sera obligatoire sur les avis de paiement (APA) des FPS, sur le premier feuillet. L'intégration ou le changement de la page de personnalisation, sur le deuxième feuillet, ne sera plus facturé par l'ANTAI. Toutes les informations présentes sur cette page et celles au paragraphe « Comment envoyer votre recours ? » du feuillet intitulé : « Comment contester cet avis de paiement », sont de la responsabilité de la collectivité.

Accusé de réception en préfecture 079-217900497-20231222-DG_DEL_2023_200-DE Date de télétransmission : 22/12/2023 Date de réception préfecture : 22/12/2023 La tarification a été actualisée pour tenir compte du nouveau marché d'éditique de l'ANTAI et de l'industrialisation des processus d'affranchissement.

Après en avoir délibéré, et à l'unanimité des membres présents, le Conseil Municipal décide :

- DE VALIDER le renouvellement de cette convention avec l'ANTAI
- D'AUTORISER Madame Le maire à signer ladite convention
- D'INSCRIRE les crédits nécessaires au budget

Le Maire informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.

Fait et délibéré les jour, mois et an que dessus Pour extrait conforme,

Le Secrétaire de séance,

Etienne HUCAULT

Accusé de réception en préfecture 079-217900497-20231222-DG_DEL_2023_200-DE Date de télétransmission : 22/12/2023 Date de réception préfecture : 22/12/2023

Emmanuelle MEN